

# ACTION URGENTE

## OUGANDA. UN ÉCRIVAIN MILITANT À NOUVEAU ARRÊTÉ ET TORTURÉ

Le 28 décembre 2021, le militant et écrivain Kakwenza Rukirabashaija a été arrêté par des membres armés des services de sécurité. Il a ensuite été détenu au secret durant 13 jours, puis a comparu devant un juge lors d'une audience à huis clos, au cours de laquelle il a dit avoir été torturé en détention. Avant d'être appréhendé, il avait publié sur les réseaux sociaux des vues critiques au sujet du président Yoweri Museveni et du fils de celui-ci. Les autorités doivent le libérer immédiatement et sans condition, car il est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. L'État ougandais est tenu de respecter et de défendre ce droit, qui protège également l'expression d'idées controversées ou offensantes.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Président de la République ougandaise*

Yoweri Museveni

Parliament Avenue

Kampala, Ouganda

Courriel : [info@statehouse.go.ug](mailto:info@statehouse.go.ug)

Copies à : [press@statehouse.go.ug](mailto:press@statehouse.go.ug)

*Monsieur le Président de la République,*

*Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude pour le militant et écrivain **Kakwenza Rukirabashaija**, qui est une fois de plus détenu arbitrairement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression. Il a été appréhendé le 28 décembre 2021 à son domicile dans le quartier de Kisaasi, à Kampala, capitale de l'Ouganda, par des agents du Commandement des forces spéciales. Ceux-ci ont menacé de lui briser les jambes et de l'asperger de gaz lacrymogène quand il a exercé son droit aux garanties d'une procédure régulière en demandant à voir le mandat d'arrêt à son endroit, document qu'ils ne lui ont pas présenté. Son arrestation est liée à des tweets qu'il a publiés entre le 26 et le 28 décembre 2021 et qui, selon les forces de police ougandaises, visaient à troubler la tranquillité du général Muhoozi Kainerugaba, le fils du président Yoweri Museveni.*

*Kakwenza Rukirabashaija a ensuite été détenu au secret, sans aucun contact avec sa famille et ses avocats, jusqu'au 11 janvier 2022, date à laquelle il a comparu lors d'une audience à huis clos devant le tribunal d'instance de Buganda Road. Lors de sa comparution, à laquelle son avocat n'a pas été autorisé à assister et qui a eu lieu à huis clos, les autorités s'efforçant de se soustraire à la surveillance du public, Kakwenza Rukirabashaija a informé le président du tribunal qu'il avait été torturé en détention. Le magistrat a ordonné un examen médical. L'avocat de Kakwenza Rukirabashaija lui a rendu visite en détention le 12 janvier 2022. Celui-ci lui a dit que des agents du Commandement des forces spéciales, pendant sa détention, avaient utilisé des pinces pour lui arracher des lambeaux de chair, notamment au niveau des pieds, du dos, des jambes, des fesses et des paumes ; il avait des lésions visibles sur tout le corps. La Commission ougandaise des droits humains, l'institution nationale chargée de la défense des droits humains, a confirmé le 18 janvier 2022, après avoir rendu visite à Kakwenza Rukirabashaija en détention, qu'il avait des cicatrices et des lésions sur le corps. Il est actuellement détenu dans la prison gouvernementale de Kitulya, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Kampala, et sous le coup de deux chefs d'inculpation pour « propos offensants » au titre de l'article 25 de la Loi relative à l'utilisation abusive de l'informatique. Ses avocats poursuivent leurs efforts pour obtenir sa libération sous caution. Il doit de nouveau comparaître devant le tribunal le 22 janvier.*

*À la lumière de ce qui précède, je vous prie instamment d'abandonner toutes les charges retenues contre **Kakwenza Rukirabashaija** et de veiller à ce qu'il soit libéré sans condition dans les meilleurs délais. En attendant sa libération, il doit pouvoir, régulièrement et sans restriction, être en contact avec sa famille, des médecins et ses avocats, et doit être protégé contre la torture et les autres mauvais traitements. En outre, je vous appelle à veiller à ce qu'une enquête impartiale et efficace soit menée sans délai sur ses allégations de torture en détention, et à ce que les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre de procès équitables.*

*Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération,*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Militant, étudiant en droit et écrivain ougandais, Kakwenza Rukirabashaija est bien connu du grand public pour ses ouvrages *Banana Republic* et *The Greedy Barbarian*. Il est également l'auteur d'un billet d'opinion intitulé « *Uganda perhaps needs own brand of democracy called 'Musevenocrazy'* ». Dans cet article, il écrit que Yoweri Museveni est le pire président que l'Ouganda ait jamais eu. Kakwenza Rukirabashaija est également un militant politique lié au parti Forum pour le changement démocratique (FCD), et s'est porté candidat au siège de député pour la circonscription de Rubaho pour les élections législatives de janvier 2021. Il a par ailleurs rassemblé des informations sur des cas de violences policières et de personnes tuées par la police au cours de la période de confinement liée au COVID-19 qui a récemment pris fin en Ouganda.

Kakwenza Rukirabashaija a été arrêté en raison de tweets publiés entre le 26 et le 28 décembre 2021 et qui, selon les forces de police ougandaises, visaient à troubler la tranquillité du général Muhoozi Kainerugaba, le fils du président Yoweri Museveni. Dans un de ces tweets, il qualifiait Muhoozi Kainerugaba d'« obèse », de « râleur éméché » et de « râleur borné ». Il avait également tweeté : « les Museveni [c'est-à-dire la famille du président] ont infligé d'immenses souffrances à ce pays ».

Ce n'est pas la première fois que les vues critiques de Kakwenza Rukirabashaija au sujet du président et de son fils lui valent d'être appréhendé et détenu arbitrairement. Il avait été arrêté une première fois en avril 2020 sur la base d'accusations, forgées de toutes pièces, de diffamation et d'infractions liées à l'utilisation d'un ordinateur, pour avoir écrit un livre intitulé *The Greedy Barbarian*, qui dénonçait la cupidité et la corruption de la famille au pouvoir en Ouganda. Il avait finalement été libéré le 6 mai 2020. Il avait été appréhendé à nouveau le 18 septembre 2020 en raison de son livre *Banana Republic*, publié en juillet 2020, où il décrivait les actes de torture qui lui avaient été infligés par la Direction générale du renseignement militaire lors de sa détention en avril 2020. Il avait été libéré le 6 mai 2020 et le 21 septembre 2020 après avoir été inculpé de « commission d'un acte susceptible de propager une maladie infectieuse » et d'« incitation à la violence », respectivement.

Le gouvernement ougandais recourt de plus en plus souvent à des pratiques telles que les arrestations et les détentions arbitraires pour harceler, intimider et museler systématiquement celles et ceux qui le critiquent. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique des membres de l'opposition politique, des journalistes, des défenseur-e-s des droits humains et des étudiant-e-s font l'objet de nombreuses restrictions, car ces personnes sont considérées comme représentant une menace pour le gouvernement.

### LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

### MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 16 MARS 2022.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

### PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Kakwenza Rukirabashaija (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr59/2158/2020/fr/>